



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.389/VR/4
du 19 juin 2017

sur

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du 8 juin 2006
réglant des activités
économiques et individuelles
avec des armes’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.389/VR/4
van 19 juni 2017

over

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van de wet van
8 juni 2006 houdende regeling
van economische en
individuele activiteiten met
wapens’

Le 24 avril 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 mai 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 13 juin 2017. Les chambres réunies étaient composées de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Jo BAERT, président de chambre, Martine BAGUET, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Johan PUT, Marianne DONY et Bruno PEETERS, assesseurs, Annemie GOOSSENS, greffier et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Les rapports ont été présentés par Patrick RONVAUX et Brecht STEEN, premiers auditeurs.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 juin 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 juin 2017.

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 24 april 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 mei 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 13 juni 2017. De verenigde kamers waren samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Jo BAERT, kamervoorzitter, Martine BAGUET, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO en Koen MUYLLE, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Johan PUT, Marianne DONY en Bruno PEETERS, assessoren, Annemie GOOSSENS, griffier en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Patrick RONVAUX en Brecht STEEN, eerste auditers.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 juni 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 juni 2017.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ^(*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE DE L'AUTEUR DE L'ACTE

1. Les articles 4 à 6 de l'avant-projet modifient les actuels articles 5 à 7 qui constituent le chapitre IV « De l'agrément des armuriers, des intermédiaires et des collectionneurs d'armes et de toute personne exerçant certaines activités professionnelles impliquant la détention d'armes à feu » de la loi du 8 juin 2006 'régulant des activités économiques avec des armes'.

En particulier, l'article 4 de l'avant-projet modifie différentes dispositions de l'article 5, § 4, de cette même loi du 8 juin 2006 quant aux condamnations pénales qui impliquent l'irrecevabilité d'une demande introduite en vue d'obtenir l'agrément requis pour l'exercice par une personne des activités d'armurier ou d'intermédiaire.

La question se pose de savoir si, ce faisant, cet article 4 de l'avant-projet ne concerne pas la matière des conditions d'accès à la profession qui a fait l'objet d'une régionalisation par l'effet de l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' (article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', ainsi complété par l'article 17 de la loi spéciale du 6 janvier 2014).

2. Dans l'avis 61.347/VR/4 donné ce jour sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 30 août 2013 portant le Code ferroviaire', les chambres réunies ont rappelé :

« 6.1. Dans les développements de la proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014, le transfert aux régions de la compétence de régler l'accès à la profession a fait notamment l'objet des commentaires suivants :

'Ces deux matières [à savoir 'les conditions d'accès à la profession/conditions d'établissement' et les 'implantations commerciales'] concernent une compétence actuellement réservée à l'autorité fédérale, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui prévoit comme exception à la compétence régionale en matière d'économie que les conditions d'accès à la profession, à l'exception des compétences régionales pour les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme, restent fédérales.

Les deux éléments qui sont transférés recouvrent entièrement le champ d'application en matière d'accès à la profession, excepté les professions dont l'accès demeurera réglé au niveau fédéral (voir *infra*). C'est pourquoi cette compétence n'est plus formulée comme une compétence fédérale réservée, en tant qu'exception à la compétence

^(*) S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

régionale (VI, alinéa 5), mais est inscrite comme principe dans les compétences régionales en économie (VI, alinéa 1^{er}).

[...]

a. Conditions d'établissement/Conditions d'accès à la profession

En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'autorité fédérale est exclusivement compétente en matière de conditions d'accès à la profession, à l'exception des compétences régionales en ce qui concerne les conditions d'accès à la profession en matière de tourisme.

Dans le cadre des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988, la notion de 'conditions d'accès à la profession' a été définie comme recouvrant les conditions d'accès aux professions commerciales et artisanales et les conditions d'accès aux professions libérales. La loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales a également été expressément mentionnée dans ce cadre comme tombant dans le champ d'application de la notion de 'conditions d'accès à la profession' (*Doc. parl.*, Chambre, 1988, n° 516/6, p. 135).

Conformément à la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, la compétence réservée par cette disposition au législateur fédéral comprend 'notamment le pouvoir de fixer des règles en matière d'accès à certaines professions, de fixer des règles générales ou des exigences de capacités propres à l'exercice de certaines professions et de protéger des titres professionnels' (C.C., 55/92, 62/92 (lire 69/92), 78/92, 88/ 95, 18/96, 120/98 et 67/99).

La présente proposition de loi spéciale a pour objet de transférer cette compétence aux régions. Un point 6° est inséré à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il complète les compétences des régions en ce qui concerne l'économie. L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6°, de la même loi spéciale est, quant à lui, abrogé (voyez l'article 18, b)).

Cette nouvelle disposition prévoit que les régions sont compétentes pour ce qui concerne les conditions d'accès à la profession, à l'exception des conditions d'accès aux professions intellectuelles prestataires de services et aux professions des soins de santé, comme développé ci-dessous.

Le transfert de compétence vaut également en particulier pour l'accès à la profession en matière d'accompagnement du transport dangereux et exceptionnel (voir l'article 23)¹.

6.2. À l'occasion de l'examen par la Chambre des représentants du projet devenu la loi spéciale du 6 janvier 2014, il a été précisé ce qui suit devant la Commission de révision de la Constitution et de la réforme des institutions :

'6. Accès à la profession

En ce qui concerne la répartition des compétences, les régions deviennent compétentes pour ce qui concerne l'accès à la profession, à l'exception de l'accès aux professions des soins de santé et aux professions intellectuelles prestataires de services. Les professions intellectuelles prestataires de services sont les professions qui répondent aux conditions fixées par la loi-cadre du 3 août 2007 relative aux professions intellectuelles prestataires de services, notamment les avocats, les notaires, les vétérinaires, etc. L'accès à ces professions relève encore du niveau fédéral.

¹ Note de bas de page 6 de l'avis cité : *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, pp. 88 à 90.

Il peut encore être ajouté, comme indiqué dans les développements de la proposition, que 'la proposition de loi spéciale vise à transférer l'accès à la profession du niveau fédéral aux régions. Mis à part ce transfert de compétence aux régions, la proposition n'influence en rien les règles existantes de répartition des compétences matérielles et territoriales entre l'État fédéral, les communautés et les régions, ni l'étendue de celles-ci'.

De même qu'aujourd'hui la réserve de compétence en faveur de l'autorité fédérale en matière d'accès à la profession ne porte pas préjudice au système de reconnaissance et au régime d'autorisation des communautés ou des régions dans l'exercice de leurs propres compétences, l'attribution aux régions de la compétence en matière d'accès à la profession ne portera pas préjudice à la compétence des communautés ou de l'autorité fédérale de continuer à prévoir un système de reconnaissance et un régime d'autorisation dans le cadre de leurs compétences.

En ce qui concerne l'autorité fédérale compétente en matière de sécurité, les systèmes d'agrément et d'autorisation en la matière (loi du 10 avril 1990) restent donc une compétence fédérale² ».

3. En l'occurrence, l'article 5 de la loi du 8 juin 2006 – que modifie l'article 4 de l'avant-projet de loi à l'examen – concerne un régime d'agrément, c'est-à-dire d'autorisation préalable à l'exercice de la profession d'armurier ou d'intermédiaire en tant que condition de régulation d'activités impliquant le commerce et la détention d'armes à feu. Or, comme l'a relevé la Cour constitutionnelle dans les considérants respectivement B.17 et B.23 des arrêts 154/2007 du 19 décembre 2007 et 3/2010 du 20 janvier 2010³,

« [...] L'article 6, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que les matières visées à l'article 39 de la Constitution sont, notamment :

‘III. En ce qui concerne la rénovation rurale et la conservation de la nature :

[...]

5° La chasse, à l'exception de la fabrication, du commerce et de la détention d'armes de chasse, et la tenderie ;’.

Bien que la disposition précitée prévoie une exception à la compétence des régions en réservant au législateur fédéral la compétence concernant ‘la fabrication, le commerce et la détention d'armes de chasse’, il ressort des travaux préparatoires de cette disposition que cette exception s'applique à toutes les armes, y compris les armes sportives, pour lesquelles les communautés peuvent imposer, ainsi que la Cour l'a jugé dans son arrêt n° 42/2005, des conditions complémentaires concernant la conservation d'armes et de munitions pour le tir sportif, dans le cadre de leur compétence fondée sur l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution et sur l'article 4, 9°, de la loi précitée du 8 août 1980.

En effet, lors de l'examen de la loi du 8 août 1980, un membre de l'assemblée a objecté que l'exception ne valait qu'à l'égard de la compétence régionale en matière de chasse, mais non à l'égard de la compétence communautaire en matière de sport, bien

² Note de bas de page 7 de l'avis cité : Doc. parl., Chambre, 2013-2014, n° 53-3201/4, pp. 52-53. Voir l'avis 59.018/AG donné le 19 avril 2016 sur un projet d'arrêté royal ‘modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agréments des formations’.

³ C.C., 19 décembre 2007, n° 154/2007, B.17 et C.C., 20 janvier 2010, n° 3/2010, B.23.

qu'une seule et même loi réglementât la détention d'armes de chasse et d'armes sportives (était visée la loi du 3 janvier 1933). Le Ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles a toutefois répondu ce qui suit :

‘Je voudrais, par ailleurs, rappeler que le gouvernement considère prévoir une exception qui prouve que les pouvoirs implicites ne jouent pas, parce qu'il considère qu'il s'agit d'un problème de sûreté publique qui doit rester du domaine national. Pour le gouvernement, la détention des armes de chasse, qui est réglée par l'article 13 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, doit rester nationale. Cela vaut aussi bien à l'égard des pouvoirs régionaux qu'à l'égard des pouvoirs communautaires' (Ann., Sénat, 22 juillet 1980, p. 2386).

Il découle de ceci que le législateur fédéral est compétent pour réglementer la détention d'armes, quelle que soit leur nature, à la condition que les dispositions adoptées en la matière par lui n'empêchent pas l'exercice de la compétence des communautés et des régions en matière de tir sportif et de chasse ».

4. En conclusion, dans le cadre de sa compétence en matière de commerce et de détention d'armes à feu, le législateur fédéral peut prévoir un tel régime d'agrément et est donc, en l'espèce, compétent pour prendre le dispositif de l'article 4 de l'avant-projet à l'examen. Le même raisonnement s'applique aux articles 5 et 6 de l'avant-projet qui n'apportent que des modifications mineures aux articles 6 et 7 de la loi du 8 juin 2006.

Dans l'exercice de cette compétence, l'autorité fédérale doit respecter le principe de proportionnalité en veillant à ne pas rendre impossible ou exagérément difficile l'exercice par les entités fédérées de leurs propres compétences, telle que la compétence des régions de régler l'accès à la profession. À cet égard, le dispositif en projet ne soulève pas de difficulté.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 4

1. Dans la modification prévue au 3° du texte français, il faut remplacer les mots « être condamnées », qui ne figurent pas dans la disposition en voie de modification, par les mots « été condamnées » qui sont ceux qui y figurent.
2. À l'article 5, § 4, 2°, m), en projet, il y a lieu d'écrire « du décret flamand ».

Article 7

Au a), dans la version française, les mots « Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la même loi » doivent être remplacés par les mots « dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Article 17

Au a) du texte français, il faut écrire « d'armes à feu soumises ».

Article 22

Dans l'article 34, en projet, de la loi sur les armes, le renvoi à l'article 19, 1°, est difficilement compréhensible car la portée actuelle de l'article 19, 1°, n'est pas limitée aux « armes à feu » mais concerne « les armes ».

Article 23

Au b), il ressort du texte de la loi du 8 juin 2006 telle qu'adoptée par la Chambre des Représentants⁴ que le mot « numérotage » y figure déjà. Par conséquent, la modification en projet concernant ce mot doit prendre la forme d'un erratum et non d'un remplacement.

Article 24

Au 1°, pour le même motif que celui qui est exposé sous l'article 23, le mot « créé » doit être inséré par la voie d'un erratum plutôt que par celle d'une modification au texte en vigueur.

Article 25

En ce qui concerne la technique législative, il est recommandé de faire figurer la nouvelle disposition transitoire en projet à la suite des dispositions transitoires existantes, même dans l'éventualité où ces dernières auraient cessé de produire leurs effets, pour éviter que l'on puisse perdre de vue qu'à un moment ces dispositions transitoires ont effectivement existé et ont constitué le fondement juridique d'autorisations qui peuvent peut-être encore produire des effets de droit.

Article 26

Compte tenu de la manière dont la disposition en projet est appelée à s'insérer dans le texte qu'elle complète, il convient de la faire précéder dans le texte français par le mot « de » et d'adapter la suite de sa rédaction en conséquence dans le texte français.

*

⁴ Voir *Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 51-2263/005.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,^(*) de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID VAN DE STELLER VAN DE HANDELING

1. De artikelen 4 tot 6 van het voorontwerp wijzigen de huidige artikelen 5 tot 7, die hoofdstuk IV “Erkenning van wapenhandelaars, tussenpersonen, wapenverzamelaars en alle andere personen die een beroep uitoefenen dat het voorhanden hebben van vuurwapens impliceert” vormen van de wet van 8 juni 2006 ‘houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens’.

Meer in het bijzonder wijzigt artikel 4 van het voorontwerp verschillende bepalingen van artikel 5, § 4, van diezelfde wet van 8 juni 2006 op het stuk van de strafrechtelijke veroordelingen die de ontvankelijkheid in de weg staan van een aanvraag met het oog op het verkrijgen van de vereiste erkenning voor de uitoefening van de activiteiten van wapenhandelaar of tussenpersoon door een persoon.

De vraag rijst of dat artikel 4 van het voorontwerp daardoor geen betrekking heeft op de vestigingsvoorwaarden, welke materie geregionaliseerd is ten gevolge van de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming’ (artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, aldus aangevuld bij artikel 17 van de bijzondere wet van 6 januari 2014).

2. In advies 61.347/VR/4, heden verstrekt over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 30 augustus 2013 houdende de Spoorcodex’ hebben de verenigde kamers het volgende in herinnering gebracht:

“6.1. In de toelichting bij het voorstel dat tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 heeft geleid, heeft de overdracht aan de gewesten van de bevoegdheid om de toegang tot het beroep te regelen onder meer aanleiding gegeven tot de volgende opmerkingen:

‘Beide aangelegenheden (namelijk ‘de voorwaarden toegang tot het beroep/vestigingsvoorwaarden’ en de ‘handelsvestigingen’) hebben betrekking op de bevoegdheid die thans nog een federaal voorbehouden bevoegdheid betreft, krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat erin voorziet dat als uitzondering op de gewestbevoegdheid economie, de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme, federaal blijven.

^(*) Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

De twee elementen die worden overgedragen, dekken het volledige toepassingsgebied inzake vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de beroepen waarvan de toegang federaal geregeld zal blijven (zie *infra*). Daarom wordt deze bevoegdheid niet langer geformuleerd als een federaal voorbehouden bevoegdheid als uitzondering op de gewestbevoegdheid (VI, vijfde lid), maar wordt deze principieel ingeschreven in de gewestbevoegdheden voor economie (VI, eerste lid).

(...)

a. Vestigingsvoorwaarden/Voorwaarden toegang tot het beroep

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is de federale overheid exclusief bevoegd ten aanzien van de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de bevoegdheid van de gewesten voor de vestigingsvoorwaarden inzake toerisme.

In het kader van de voorbereidende werkzaamheden van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 werd de notie 'vestigingsvoorwaarden' gedefinieerd als de vestigingsvoorwaarden voor de commerciële en ambachtelijke beroepen, alsook de vestigingsvoorwaarden voor vrije beroepen. De wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen werd ook expliciet vermeld in dit kader als vallend onder het toepassingsgebied van de notie 'vestigingsvoorwaarden' (*Parl.St.*, Kamer, 1988, nr. 516/6, p. 135).

Overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof omvat de door die bepaling aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid 'onder meer de bevoegdheid om regels te stellen inzake de toegang tot bepaalde beroepen, om algemene regels of bekwaamheidseisen te stellen in verband met de uitoefening van sommige beroepen, beroepstitels te beschermen, enzovoort' (GWH, 55/92, 69/92, 78/92, 88/95, 18/96, 120/98 en 67/99).

Dit voorstel van bijzondere wet heeft als doel die bevoegdheid aan de gewesten over te dragen. Een punt 6° wordt ingevoegd in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het vult de bevoegdheden van de gewesten aan met betrekking tot de economie. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van dezelfde bijzondere wet wordt opgeheven (zie artikel 18, b)).

Deze nieuwe bepaling voorziet erin dat de gewesten bevoegd zijn voor de vestigingsvoorwaarden, met uitzondering van de voorwaarden voor de toegang tot dienstverlenende intellectuele beroepen en tot gezondheidszorgberoepen, zoals hieronder nader wordt toegelicht.

De bevoegdheidsoverdracht geldt inzonderheid ook voor de toegang tot het beroep voor de begeleiding van het gevaarlijk en uitzonderlijk vervoer (zie ook artikel 23).¹

6.2. Naar aanleiding van het onderzoek door de Kamer van volksvertegenwoordigers van het ontwerp dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 is voor de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming van de instellingen het volgende gepreciseerd:

‘6. Toegang tot het beroep

Wat betreft de bevoegdheidsverdeling inzake de toegang tot het beroep, wordt het principe dat, behalve inzake de gezondheidsberoepen en de intellectuele dienstverlenende beroepen, de toegang tot het beroep wordt overgedragen naar de gewesten. De dienstverlenende intellectuele beroepen [, dat] zijn de beroepen die voldoen aan de

¹ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 88-90.

voorwaarden van de kaderwet van 3 augustus 2007 betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen[,] blijven op het federale niveau. Dit betreft onder meer de advocaten, de notarissen, de dierenartsen, enz.

Daaraan kan nog worden toegevoegd dat, zoals de toelichting van het voorstel aangeeft, '(...) het voorstel van bijzondere wet ertoe [strekt] de toegang tot het beroep over te dragen van het federale niveau naar de gewesten. Behoudens deze bevoegdheidsoverdracht aan de gewesten, beïnvloedt het voorstel noch de bestaande regels ter verdeling van de materiële en territoriale bevoegdheden tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten, noch de draagwijdte ervan.'

Zoals vandaag het bevoegdheidsvoorbehoud inzake de toegang tot het beroep ten voordele van de Federale Staat op geen enkele wijze afbreuk doet aan een erkennings- en vergunningsstelsel van de gemeenschappen of de gewesten binnen de uitoefening van hun eigen bevoegdheden, zal de toekenning van de bevoegdheid inzake de toegang tot het beroep aan de gewesten op geen enkele wijze afbreuk doen aan de bevoegdheid van de gemeenschappen of de federale overheid om te blijven voorzien in een erkennings- en vergunningsstelsel binnen het kader van hun bevoegdheden.

Wat betreft de federale overheid die bevoegd is voor de veiligheid, zullen de erkennings- en vergunningsstelsels [ter zake] (wet van 10 april 1990) dus een federale bevoegdheid blijven.'²

3. *In casu* betreft artikel 5 van de wet van 8 juni 2006 – dat wordt gewijzigd bij artikel 4 van het voorliggende voorontwerp van wet – een erkenningsstelsel, namelijk een regeling waarbij een voorafgaande vergunning wordt vereist voor de uitoefening van het beroep van wapenhandelaar of tussenpersoon als voorwaarde tot regulering van de activiteiten met betrekking tot de handel in en het bezit van vuurwapens. Het Grondwettelijk Hof heeft respectievelijk in overweging B.17 van arrest 154/2007 van 19 december 2007 en in overweging B.23 van arrest 3/2010 van 20 januari 2010 evenwel al het volgende opgemerkt:³

“(...) Artikel 6, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat de aangelegenheden bedoeld in artikel 39 van de Grondwet, onder meer zijn :

‘III. Wat de landinrichting en het natuurbehoud betreft :

(...)

5° De jacht, met uitzondering van de vervaardiging van, de handel in en het bezit van jachtwapens, en de vogelvangst;’.

Ofschoon de voormelde bepaling voorziet in een uitzondering op de bevoegdheid van de gewesten door de bevoegdheid inzake ‘de vervaardiging van, de handel in, en het bezit van jachtwapens’ voor te behouden aan de federale wetgever, blijkt uit de parlementaire voorbereiding ervan dat deze uitzondering geldt voor alle wapens, met inbegrip van de sportwapens, waaromtrent de gemeenschappen, zoals het Hof in het arrest nr. 42/2005 heeft 32 geoordeeld, in het kader van hun bevoegdheid op grond van artikel 127, § 1, van de Grondwet en van artikel 4, 9°, van de voormelde bijzondere wet

² Voetnoot 7 van het geciteerde advies: *Parl.St.* Kamer 2013/14, nr. 53-3201/4, 52-53. Zie advies 59.018/AV, gegeven op 19 april 2016 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen’.

³ GwH 19 december 2007, nr. 154/2007, B.17 en GwH 20 januari 2010, nr. 3/2010, B.23.

van 8 augustus 1980, bijkomende voorwaarden kunnen opleggen inzake het bewaren van wapens en munitie voor het sportschieten.

Tijdens de bespreking van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, wierp een lid van de vergadering immers op dat de uitzondering enkel geldt ten aanzien van de gewestbevoegdheid inzake de jacht, maar niet ten aanzien van de gemeenschapsbevoegdheid inzake de sport, ofschoon één en dezelfde wet het bezit van jacht- en sportwapens regelt (bedoeld was de wet van 3 januari 1933). De minister van Binnenlandse Zaken en van Institutionele Hervormingen antwoordde hierop evenwel het volgende:

‘Overigens wens ik eraan te herinneren dat de regering overweegt te voorzien in een uitzondering die aantoont dat de impliciete bevoegdheden niet spelen, omdat zij ervan uitgaat dat het gaat om een probleem van openbare veiligheid dat tot de nationale bevoegdheid moet blijven behoren. Voor de regering moet het voorhanden hebben van jachtwapens, dat is geregeld bij artikel 13 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, den handel in en het dragen van wapenen, nationaal blijven. Dat geldt zowel ten aanzien van de gewestoverheden als ten aanzien van de gemeenschapsoverheden’ (Hand., Senaat, 22 juli 1980, p. 2386) (eigen vertaling).

Daaruit vloeit voort dat de federale wetgever bevoegd is om het houden van wapens, ongeacht de aard ervan, te regelen, op voorwaarde dat de door hem ter zake uitgevaardigde bepalingen de uitoefening van de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten inzake het sportschieten en de jacht niet verhinderen.”

4. Kortom, de federale wetgever kan in het raam van zijn bevoegdheid inzake de handel in en het bezit van vuurwapens, voorzien in een dergelijk erkenningsstelsel en is dus, *in casu*, bevoegd om het dispositief van artikel 4 van het voorliggende voorontwerp vast te stellen. Dezelfde redenering is van toepassing op de artikelen 5 en 6 van het voorontwerp, die slechts kleinere wijzigingen aanbrengen in de artikelen 6 en 7 van de wet van 8 juni 2006.

De federale overheid moet bij de uitoefening van die bevoegdheid het evenredigheidsbeginsel in acht nemen, door erop te letten dat ze de uitoefening door de deelentiteiten van de eigen bevoegdheden, zoals de bevoegdheid van de gewesten om de vestiging te regelen, niet onmogelijk of overdreven moeilijk maakt. Het dispositief levert dienaangaande geen moeilijkheden op.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 4

1. In de Franse tekst van de wijziging die wordt aangebracht in de bepaling onder 3° moeten de woorden “être condamnées”, die niet voorkomen in de bepaling die wordt gewijzigd, worden vervangen door de woorden “été condamnées”, die daar wel in voorkomen.

2. In het ontworpen artikel 5, § 4, 2°, m), schrijve men “van het Vlaams decreet”.

Artikel 7

In de Franse tekst van de bepaling onder a) moeten de woorden “Dans l’article 1^{er}, § 1^{er}, de la même loi” worden vervangen door de woorden “dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}”.

Artikel 17

In de Franse tekst van de bepaling onder a) schrijve men “d’armes à feu soumises”.

Artikel 22

In het ontworpen artikel 34 van de wapenwet is de verwijzing naar artikel 19, 1°, moeilijk te begrijpen aangezien de huidige draagwijdte van artikel 19, 1°, niet beperkt is tot “vuurwapens” maar “wapens” betreft.

Artikel 23

Wat de bepaling onder b) betreft, blijkt uit de tekst van de wet van 8 juni 2006 zoals die is aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers⁴ dat het woord “numérotage” reeds zo in de Franse tekst staat. Bijgevolg moet de ontworpen wijziging met betrekking tot dat woord de vorm aannemen van een erratum en niet van een vervanging.

Artikel 24

Wat de bepaling onder 1° betreft, moet om dezelfde reden als die aangehaald met betrekking tot artikel 23, het woord “créé” worden ingevoegd door middel van een erratum in plaats van door middel van een wijziging van de geldende tekst.

Artikel 25

Uit wetgevingstechnisch oogpunt verdient het aanbeveling de ontworpen nieuwe overgangsbepaling op te nemen na de bestaande overgangsbepalingen, zelfs indien die laatste geen uitwerking meer zouden hebben, om te voorkomen dat uit het oog zou worden verloren dat die overgangsbepalingen op een bepaald ogenblik daadwerkelijk hebben bestaan en de rechtsgrond hebben gevormd voor vergunningen die misschien wél nog rechtsgevolgen kunnen hebben.

⁴ Zie *Parl.St* Kamer 2005-06, nr. 51-2263/005.

Artikel 26

Rekening houdend met de wijze waarop de ontworpen bepaling ingepast moet worden in de tekst die zij aanvult, moet ze in de Franse tekst worden voorafgegaan door het woord “de” en moet het vervolg ervan in die Franse tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre LIÉNARDY